

# DES CITÉS "SUR MESURES"

par **Serge ANTOINE**

**P**RÈS de cinq mille citoyens des quatorze grandes agglomérations urbaines de notre pays ont été, pour la première fois dans un sondage, appelés à donner leur avis sur leur ville, son image, ses problèmes, son avenir. Les réponses recueillies par l'Institut français d'opinion publique, à la demande de la délégation à l'Aménagement du territoire, sont différentes et même très différentes de Lille à Marseille, de Nancy à Rennes, de Strasbourg à Bordeaux.

Cette diversité est importante : elle n'est pas aussi évidente que certains le croient dans une société qui multiplie les « moyennes », les modèles ou les stéréotypes et renie même des contrastes malcommodes, dans un pays où le centralisme exerce depuis longtemps, dans le domaine urbain comme ailleurs, son emprise uniformisatrice.

Car, il est vrai, la société moderne développe une image-type de la société urbaine : les monographies économiques et sociales que la recherche affectionne en silence ne compensent pas l'agrégation trop systématisée des chiffres et l'image-type de la ville. Parce que moins chères, les enquêtes par sondage « conceptualisent » le seul Français moyen et les échantillons réduits ne permettent pas l'exploitation ville par ville. Relayée par la télévision et des films comme « Play Time », le citoyen d'aujourd'hui et même de demain se voit donner un sort universel : le mythe prospectif du développement unique se propage. En France, où l'esprit généralise très vite, la notion de « métropole d'équilibre » devient une catégorie où s'estompent les nuances et même les diversités.

Le Français, habitué à un centralisme plusieurs fois centenaire, ne se fait pas encore à l'idée que l'urbanisme se maîtrise sur place et n'imagine pas que sa liberté, en ce domaine, est faite d'affirmations. Comment en serait-il autrement lorsqu'il contemple à Marseille ou à Lyon des banlieues construites sur le même type que celle de Paris et dont l'allure révèle, pour certains, le style « Louis Caisse » passe-partout. Il est vrai que le paradoxe des « grands ensembles » n'est pas leur existence aux portes de Paris, mais leur génération spontanée jusque dans les villes moyennes qui auraient pourtant d'autres besoins quant à la forme de leur développement. La résignation est très générale devant le règlement de Paris ou l'équerre du technicien sans imagination qui tue jusqu'au relief pour rester dans les conditions du HLM-type. Et que dire des « restes » non construits où l'on « dessine » de pseudo-jardins à la française qui ne servent que pour le décor et dont les essences sont identiques de Lille à Perpignan ?



L'avenir ouvrira-t-il l'éventail des contrastes ? On peut se le demander ; on peut en tout cas l'espérer.

Quelles que soient les modalités de la réforme régionale, celle-ci rapprochera les décisions des villes elles-mêmes et de leur environnement régional ; le rôle de l'administration centrale en matière d'urbanisme devrait s'alléger notablement. Des agences d'agglomération se multiplient déjà où les municipalités et leur groupement en syndicats intercommunaux ont un rôle accru, encore moindre, il est vrai, que dans la plupart des villes d'Europe. L'expérience des premières communautés urbaines montre que la coopération intercommunale peut se faire : l'opinion (l'enquête publiée par la revue « 2000 » en témoignage) est prête. Autre signe rassurant, l'existence des organismes d'étude des métropoles d'équilibre (ou « OREAM »), qui, sur place, dessinent l'avenir à trente ans de nos grandes agglomérations. Le pragmatisme qui a présidé à leur naissance et le souci d'insertion régionale de ces organismes d'Etat peuvent être un instrument appréciable au service des villes et de leur conscience de l'avenir.

Cette décentralisation de l'urbanisme ne repose pas tant sur l'histoire que sur la situation très différente de nos villes et sur la géographie de notre « système urbain ». Elle ne se nourrira pas de faux folklore régionaliste ou d'architecture pastiche, mais elle n'interdira pas que l'architecture et surtout l'urbanisme de Marseille deviennent plus méditerranéens ou que Lille se recrée un paysage très différent de celui de Sarcelles. La perspective de l'aménagement du territoire ne repose pas sur l'indifférenciation des espaces mais, au contraire, sur leur spécialisation complémentaire. La chance des Bouches-du-Rhône s'affirmera lorsque la Camargue deviendra davantage Camargue, avec son parc régional et Fos de plus en plus Fos avec sa zone industrialo-portuaire. L'avenir n'a que faire de régions « tous azimuts » que l'histoire a incitées à tout demander à Paris. Le temps n'est plus où la fierté des collectivités locales réside dans l'oblitération de timbres où figurent Ma forêt, Mon château, Ma zone industrielle, Ma ZUP ; qu'il s'agisse d'élus ou de techniciens, l'avenir appartiendra à ceux qui sauront être à l'écoute attentive de la ville *in situ* et qui renonceront à lui administrer des remèdes au mètre carré, comme les décorateurs faisaient au dix-neuvième siècle des moulures au mètre sur les plafonds des salons hausmanniens.

C'est cette affirmation des situations différentes de ville à ville que développe, dans la revue « 2000 », l'enquête effectuée par l'Institut français d'opinion publique.

**Serge Antoine,**

*chargé de mission à la délégation à l'Aménagement du territoire et à l'action régionale.*